

**REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE**

Honneur – Fraternité – Justice

**Ministère des Finances**

**Direction du Trésor et de la Comptabilité Publique**



**RAPPORT TRIMESTRIEL  
SUR LES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT**

QUATRIEME TRIMESTRE 2006

MARS 2007

## SOMMAIRE

<b>INTRODUCTION</b> .....	3
1. Recettes.....	4
1.1. Recettes fiscales.....	5
1.1.1. Ecart entre Recettes fiscales prévues et perçues .....	5
1.1.2. La répartition des performances par nature .....	6
1.2. Recettes non fiscales & dons .....	8
2. Dépenses.....	11
2.1. Dépenses de fonctionnement .....	12
2.2. Dépenses d'investissement.....	13
3. Solde .....	14
4. Financement .....	17
4.1. Financement intérieur .....	17
4.2. Financement extérieur .....	18
5. Classification fonctionnelle .....	19
5.1. Classification générale.....	19
5.2. Dépenses de lutte contre la pauvreté.....	20

### **Graphiques :**

Graphique 1: Recettes totales (pétrole et dons compris).....	4
Graphique 2: Ecart entre les recettes fiscales prévues et réalisées.....	6
Graphique 3: Performances détaillées des recettes fiscales.....	7
Graphique 4: Evolution des recettes fiscales pour le Quatrième Trimestre 2006.....	8
Graphique 5: Performances détaillées des recettes non fiscales & dons.....	9
Graphique 6: Performances globales des recettes non fiscales.....	10
Graphique 7: Evolutions des recettes non fiscales pour le quatrième trimestre 2006	10
Graphique 8 : Evolutions des dépenses et prêts nets du quatrième trimestre 2006..	11
Graphique 9: Performances des dépenses de fonctionnement .....	12
Graphique 10: Evolution des dépenses de fonctionnement au quatrième trimestre..	13
Graphique 11: Evolution des dépenses de fonctionnement au quatrième trimestre..	14
Graphique 12: Comportement des soldes.....	15
Graphique 13 : Evolution mensuelle du solde en pourcentage du PIB.....	16
Graphique 14 : Evolution mensuelle du solde .....	16
Graphique 15 : Comportement du financement intérieur .....	18
Graphique 16 : Comportement du financement extérieur .....	19
Graphique 17 : Résultats pour les principales fonctions.....	20
Graphique 18 : Exécution des dépenses de lutte contre la pauvreté.....	21

### **Annexes :**

Annexe 1 : Tableau des opérations financières de l'Etat (TOFE) (haut de la ligne) ...	22
Annexe 2 : Compte pétrolier et bas de la ligne du TOFE.....	23
Annexe 3 : Présentation en pourcentage du PIB estimé (février 07) .....	24
Annexe 4 : Performance de l'année 2006.....	25
Annexe 5 : TOFE année 2006 (compte pétrolier et bas de la ligne) .....	26

## INTRODUCTION

Le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale ont mis en place l'IADM<sup>1</sup> en 2005, dont l'objectif est d'annuler la totalité de la dette des pays ayant atteint le point d'achèvement de l'Initiative PPTTE<sup>2</sup> envers trois institutions multilatérales : FMI, Banque Mondiale et Banque Africaine de Développement.

La Mauritanie s'est qualifiée fin 2005 au titre de cette initiative, sous réserve du suivi de certaines mesures correctrices durant les six premiers mois de 2006. A la fin du mois de juin, le FMI et les autres institutions multilatérales ont jugé que la Mauritanie satisfait aux exigences d'admissibilité à l'IADM, et peut enfin bénéficier de l'annulation irrévocable et immédiate du stock de sa dette.

A partir d'Octobre 2006, la Mauritanie a aussi bénéficié de la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance (FRPC), octroyé par le FMI afin d'appuyer le programme économique et financier établi sur 3 ans, mis en oeuvre par les autorités mauritaniennes (d'octobre 2006 à septembre 2009).

Les performances de la Mauritanie ont été évaluées à travers un Programme de suivi par les services du Fonds Monétaire International (SMP), mis en place du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2006. Dans ce cadre, le Gouvernement Mauritanien s'est engagé, entre autres, à produire un tableau mensuel des opérations financières, extrait de la balance du Trésor ; et à élaborer un rapport trimestriel des opérations financières de l'Etat.

Après la fin de la période de six mois définie par le programme suivi par le FMI, la Direction du Trésor et de la Comptabilité publique continue la production périodique de ce rapport puisqu'elle l'a intégré dans son programme d'activité annuel.

Ce rapport trimestriel présente une synthèse de l'exécution budgétaire d'Octobre à Décembre 2006, et il récapitule l'ensemble des opérations financières de l'Etat réalisées durant l'année (cf. Annexe 4 et 5). Le TOFE annuel a été réalisé suivant la nouvelle classification adoptée par le FMI, et il comprend une colonne spécifique aux prévisions qui tiennent compte de l'allègement de la dette. Il décrit l'évolution des grandeurs budgétaires d'un mois à l'autre et mesure les performances par rapport aux prévisions du programme du FMI.

En continuité avec les précédents rapports, celui-ci passe en revue les différentes catégories constituant les recettes de l'Etat (recettes fiscales, non fiscales et pétrolières) et analyse la structure du financement de l'Etat en la comparant aux plafonds fixés par le programme du FMI. Quant aux dépenses de l'Etat, elles sont tout d'abord analysées selon la classification standard (économique), et ensuite selon une nomenclature fonctionnelle. Cette dernière permet d'identifier des fonctions spécifiques permettant d'isoler les dépenses orientées vers la lutte contre la pauvreté, et ainsi les quantifier.

---

<sup>1</sup> Initiative d'allègement de la dette multilatérale

<sup>2</sup> Pays Pauvres Très Endettés.

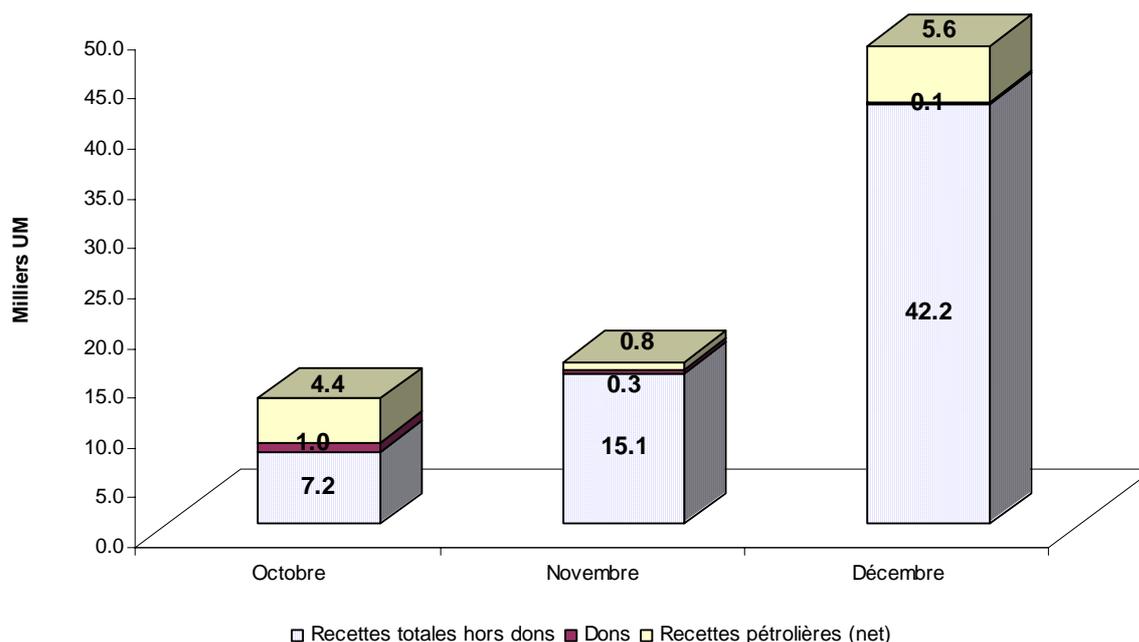
# 1. Recettes

Les recettes totales de l'Etat au quatrième trimestre 2006 s'élèvent à 76,8<sup>3</sup> milliards UM, dont 10,76 milliards UM de recettes pétrolières. Le montant total de ces recettes se situe en dessous des prévisions du programme suivi par les services du FMI (de 97,9 milliards UM).

L'analyse des recettes totales annuelles (hors dons et hors pétrole) montre, à l'inverse de la situation du quatrième trimestre, un dépassement des prévisions avec des réalisations s'élevant à 153,5 milliards UM, pour une prévision de 151,3 milliards UM (cf. Annexe 4).

Ce trimestre se caractérise par une évolution mensuelle rapide des recettes budgétaires, surtout pour ce qui est du mois de Décembre puisque celui-ci dépasse le triple du mois de Novembre (cf. graphique-1). Cette situation exceptionnelle est due au poste « Redevances de pêche et amendes » qui a bénéficié du paiement de la redevance de pêche de l'Union Européenne, s'élevant à environ 31 millions UM.

**Graphique 1: Recettes totales (pétrole et dons compris)**



Le graphique-1 met en évidence la très faible part des dons et leur évolution décroissante durant le trimestre ainsi que les fluctuations des recettes pétrolières. Ces variations sont dues au fait que les intervenants au niveau du champ de Chinguetti<sup>4</sup> se sont regroupés en deux pools<sup>5</sup>, et ils se partagent à tour de rôle la

<sup>3</sup> Recettes totales et dons, y compris les recettes pétrolières.

<sup>4</sup> Seul champ actuellement exploité.

<sup>5</sup> Le premier pool (pool 1) comprend les deux sociétés australiennes Woodside et Roc Oil ; le deuxième (pool 2) comprend l'Etat, la SMH et les autres sociétés.

production. Il y a environ un enlèvement par mois, et les produits sont encaissés, en général, un mois après la date d'enlèvement. Lorsque les produits de l'enlèvement sont destinés au pool 2, la Mauritanie reçoit néanmoins les recettes fiscales de cette production (c'est le cas du mois de novembre). Et si c'est au tour du pool 1 de bénéficier de la vente de l'enlèvement (au mois d'octobre et de décembre), la Mauritanie reçoit en plus des recettes fiscales, le profit oil<sup>6</sup>.

## **1.1. Recettes fiscales**

L'ensemble des recettes fiscales du quatrième trimestre s'élève à 29,8 milliards UM, ce qui est supérieur aux prévisions trimestrielles du programme qui sont de 23,4 milliards UM. Cette tendance se confirme avec les données annuelles puisque les réalisations sont de l'ordre de 97,1 milliards UM pour des prévisions de 92,4 milliards UM.

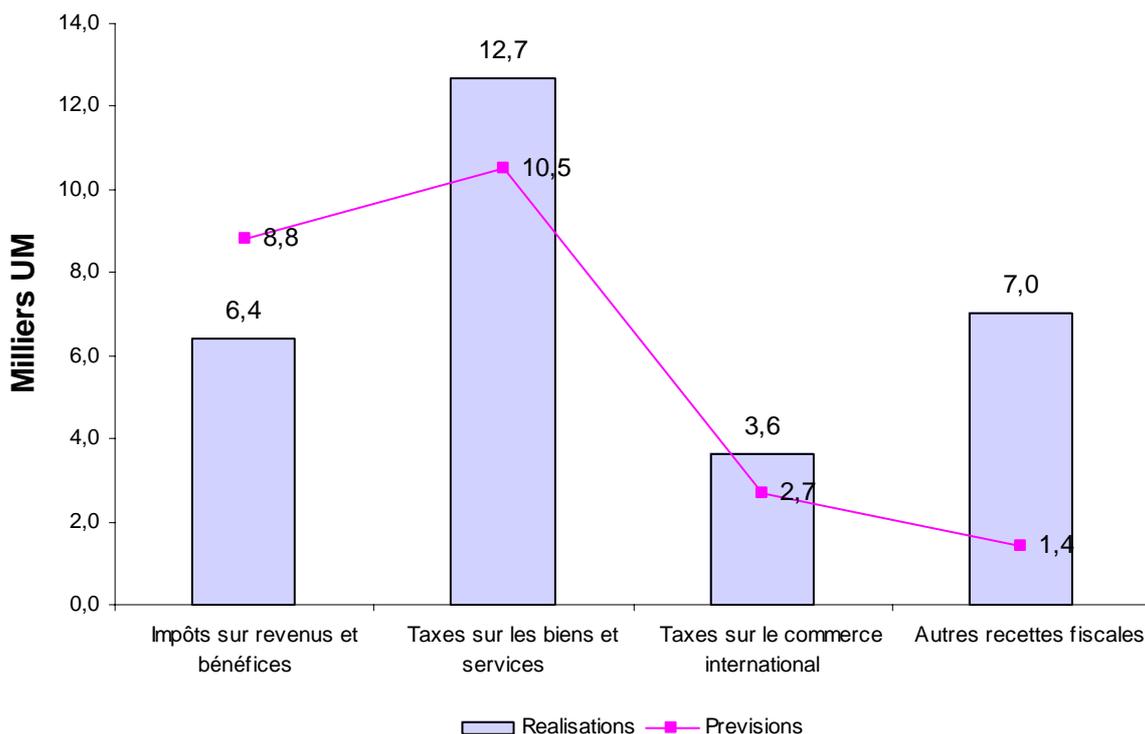
### **1.1.1. Ecart entre Recettes fiscales prévues et perçues**

Le renforcement du suivi des recettes fiscales a permis ce trimestre aussi d'augmenter sensiblement l'effort de recouvrement sans pour autant atteindre les objectifs du programme du FMI pour tous les postes.

---

<sup>6</sup> Produit de la vente de l'enlèvement.

**Graphique 2: Ecart entre les recettes fiscales prévues et réalisées**



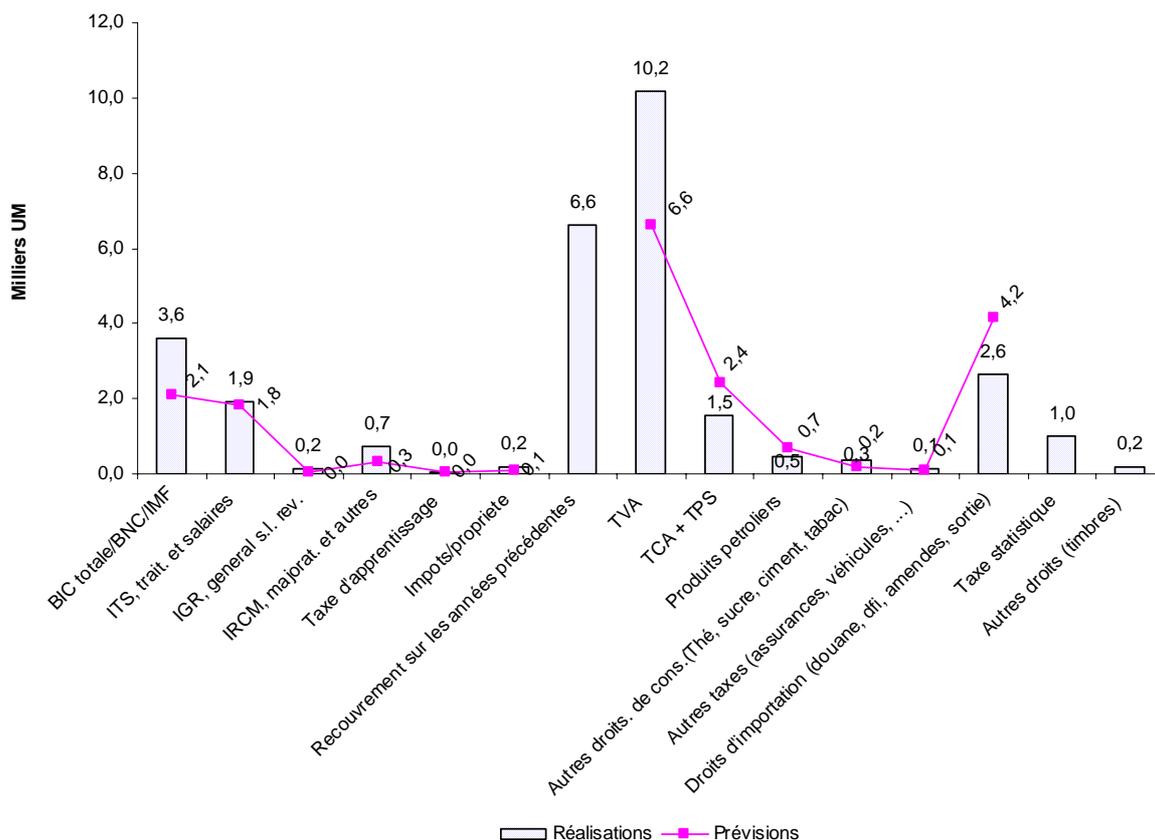
L'évaluation des performances des différentes rubriques des recettes fiscales montre qu'elles ont majoritairement dépassé les prévisions du programme suivi par le FMI (graphique 2). En effet, les « taxes sur les biens et services », les « taxes sur le commerce international » et les « Autres recettes fiscale » ont largement dépassé les prévisions alors que les « impôts sur les revenus et les bénéfices » sont en deçà des objectifs fixés.

Ces bonnes performances générales résultent des efforts cumulés de toutes les directions concernées (Douanes, Impôts, Trésor) destinés à assurer un meilleur suivi des opérations, ainsi qu'un allègement des procédures administratives.

### **1.1.2. La répartition des performances par nature**

Une analyse plus détaillée des recettes fiscales permet d'affiner leurs performances par nature :

**Graphique 3: Performances détaillées des recettes fiscales**



Les recettes fiscales, qui représentent presque 46% des recettes de l'Etat (hors pétrole et hors dons), ont enregistré de bonnes performances par rapport aux prévisions durant le quatrième trimestre 2006.

Les différents postes qui constituent les recettes fiscales ont tous atteint ou dépassé les prévisions du programme, sauf deux : il s'agit des « TCA<sup>7</sup> & TPS<sup>8</sup> », les « produits pétroliers » et les « droits d'importation » comme le montre le graphique 3.

Les principales rubriques constituant les recettes fiscales peuvent être classées en trois grandes catégories selon leur degré de contribution. Le premier groupe est constitué du recouvrement sur les années précédentes (qui représente 22% des recettes fiscales) et de la Taxe sur la Valeur Ajoutée<sup>9</sup>, qui a rapporté à elle seule 34% des recettes fiscales. La TVA intérieure, collectée par la DGI, a été marquée par une hausse constante, passant de 0,6 milliards UM en octobre à presque 2,1 milliards UM en décembre. Ce même rythme a été suivi par la TVA collectée au cordon douanier, puisqu'elle passe de 0,9 à 2,6 milliards UM.

Le second groupe se compose du BIC<sup>10</sup> (12%), et de l'impôt sur le commerce international, collecté par la Direction Générale des Douanes (DGD), et qui regroupe les Droits d'importation (8%) et l'ITS (6%). Contrairement au trimestre précédent, le BIC/BNC a eu une croissance constante tout au long du trimestre grâce au

<sup>7</sup> Taxe sur le Chiffre d'Affaires.

<sup>8</sup> Taxe sur les Prestations de Services.

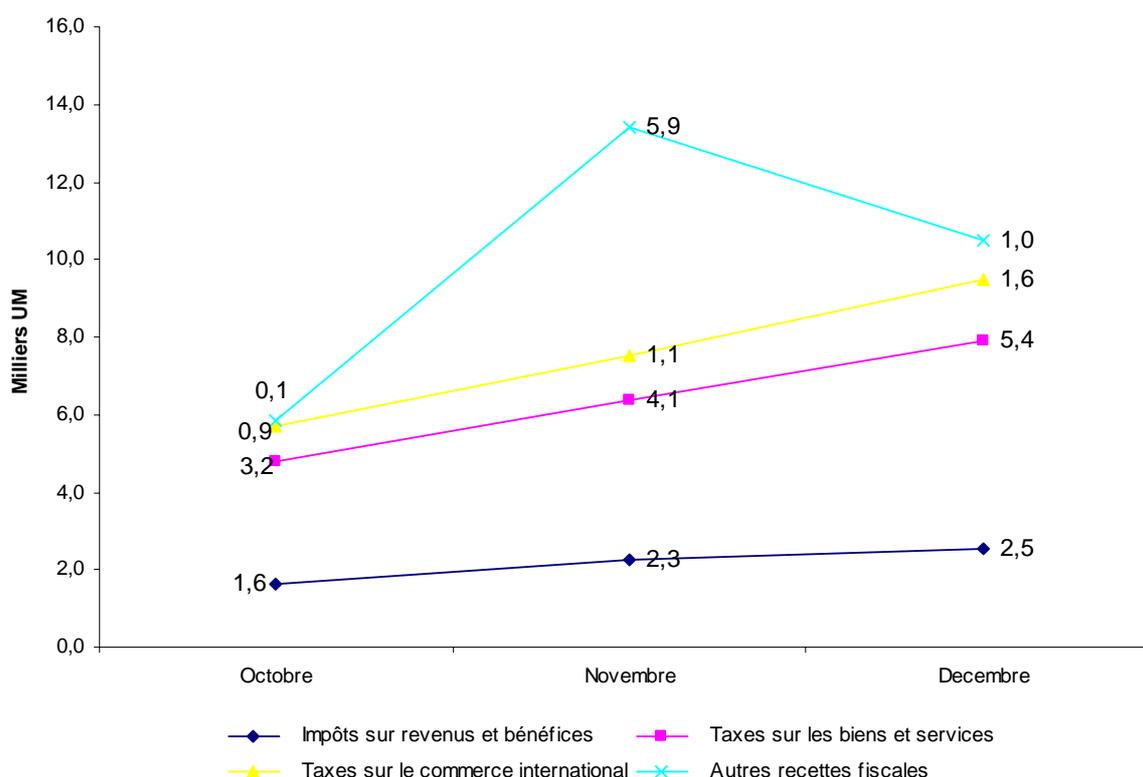
<sup>9</sup> TVA.

<sup>10</sup> Impôt sur les bénéfices commerciaux.

renforcement des efforts de recouvrement et de redressement avec l'arrivée de la fin de l'année. Pour ce qui est de l'impôt sur le commerce international, il est en générale régulier tout au long de l'année car il dépend directement de l'activité d'importation, obéissant à un rythme annuel quasi constant.

Une dernière catégorie est constituée de la taxe statistique (3%) et de la TCA+TPS (5%). La TCA<sup>11</sup> est un impôt régulier à déclaration trimestrielle, et c'est la SNIM qui en constitue le principal payeur.

**Graphique 4: Evolution des recettes fiscales pour le Quatrième Trimestre 2006**



La tendance générale des recettes fiscales durant le quatrième trimestre est à la croissance, comme le montre le graphique 4. En effet, tous les postes suivent une même courbe ascendante, traduisant un redoublement des efforts de recouvrement, et on note que le poste « autres recettes fiscales » dépasse en novembre cette tendance générale grâce au « recouvrement sur les années précédentes ».

## 1.2. Recettes non fiscales & dons

Les recettes non-fiscales ont atteint au quatrième trimestre 34,8 milliards UM, un résultat encore inférieur aux prévisions qui sont de 36,9 milliards UM (même

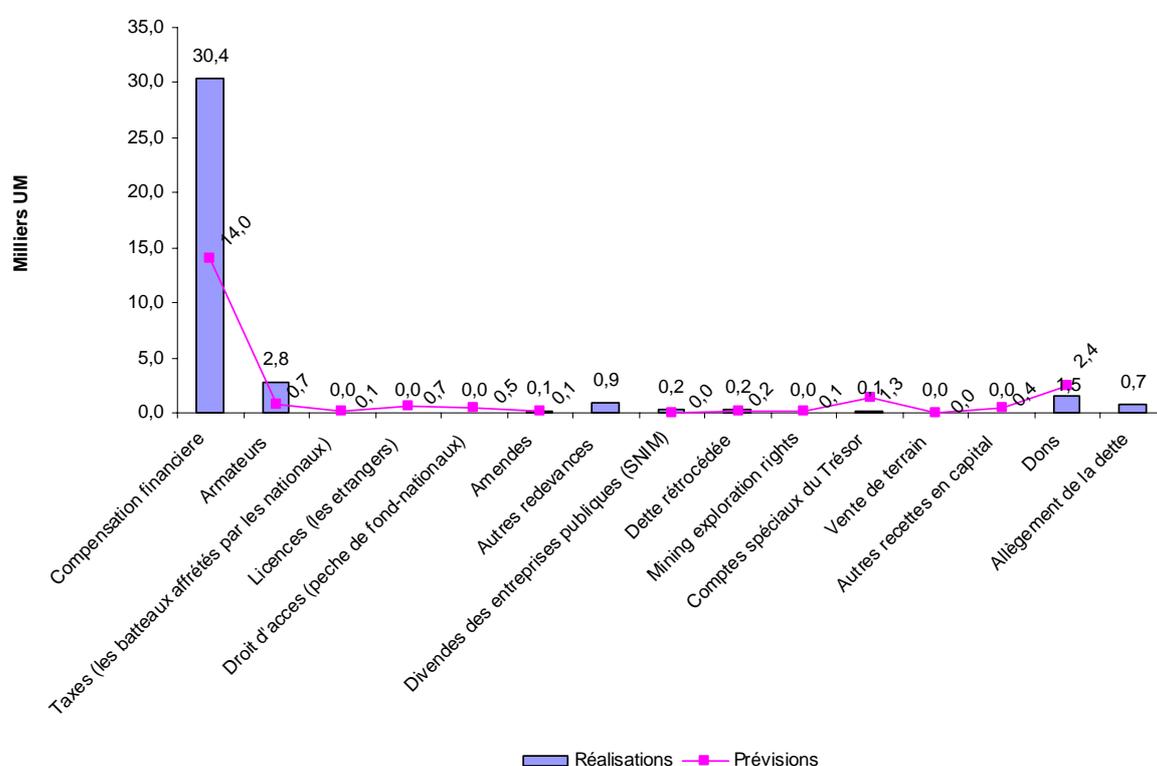
<sup>11</sup> La TCA, pour le cas de la SNIM, a été remplacée par la Taxe Unique.

tendance qu'aux trimestres précédents). Contrairement aux recettes fiscales, la mobilisation de ces recettes incombe généralement à d'autres structures de l'Etat tel que le Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime, et le suivi de leurs performances est donc plus difficile pour le Ministère des Finances.

Une analyse plus détaillée des recettes non fiscales montre que le poste « compensations financières » est le principal contributeur, avec le paiement de la redevance de pêche de l'Union Européenne, s'élevant à environ 31 millions UM.

Le graphique 5 montre que de nombreux postes tel que les redevances pélagiques et les droits d'accès (pêche de fond-nationaux), n'ont pas contribué aux recettes de ce trimestre, alors qu'ils ont bien été perçus. Cela traduit surtout une difficulté à procéder à l'évaluation exacte de ce poste, mais la DTCP est en cours de rapprochement des services concernés au niveau du Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime, afin de corriger les données.

**Graphique 5: Performances détaillées des recettes non fiscales & dons**

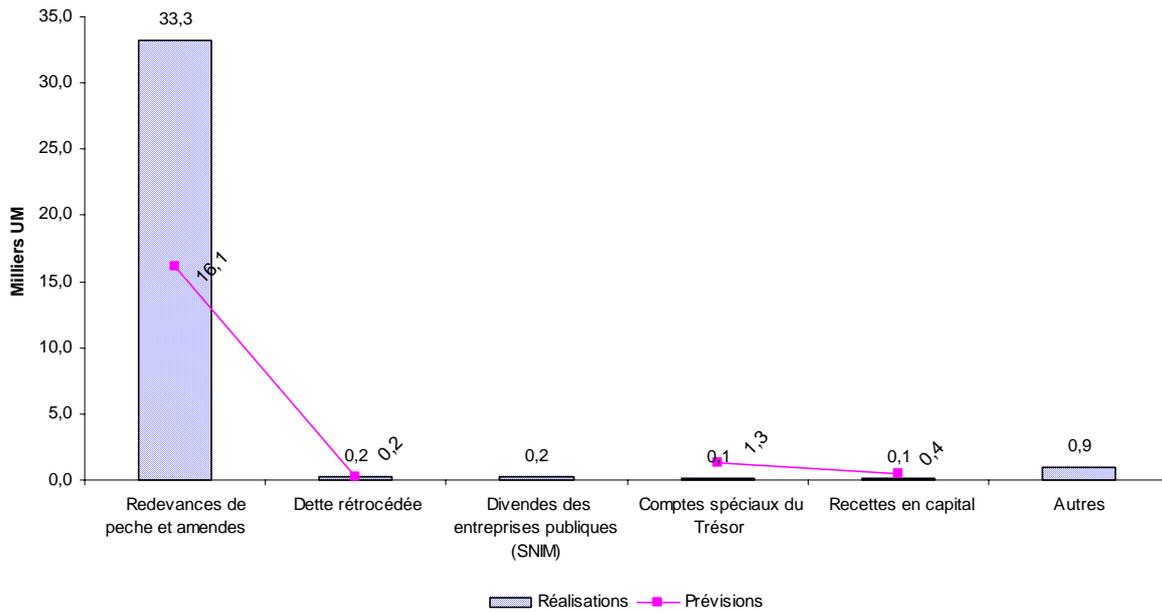


Selon le modèle arrêté avec le FMI pour le TOFE<sup>12</sup> (cf. Annexe 1), les recettes non-fiscales contiennent aussi les recettes sur comptes spéciaux du Trésor ainsi que les recettes en capital.

L'allègement de la dette, de 0,7 milliards UM, est déjà précompté dans les Dons qui atteignent au quatrième trimestre 1,5 milliards UM.

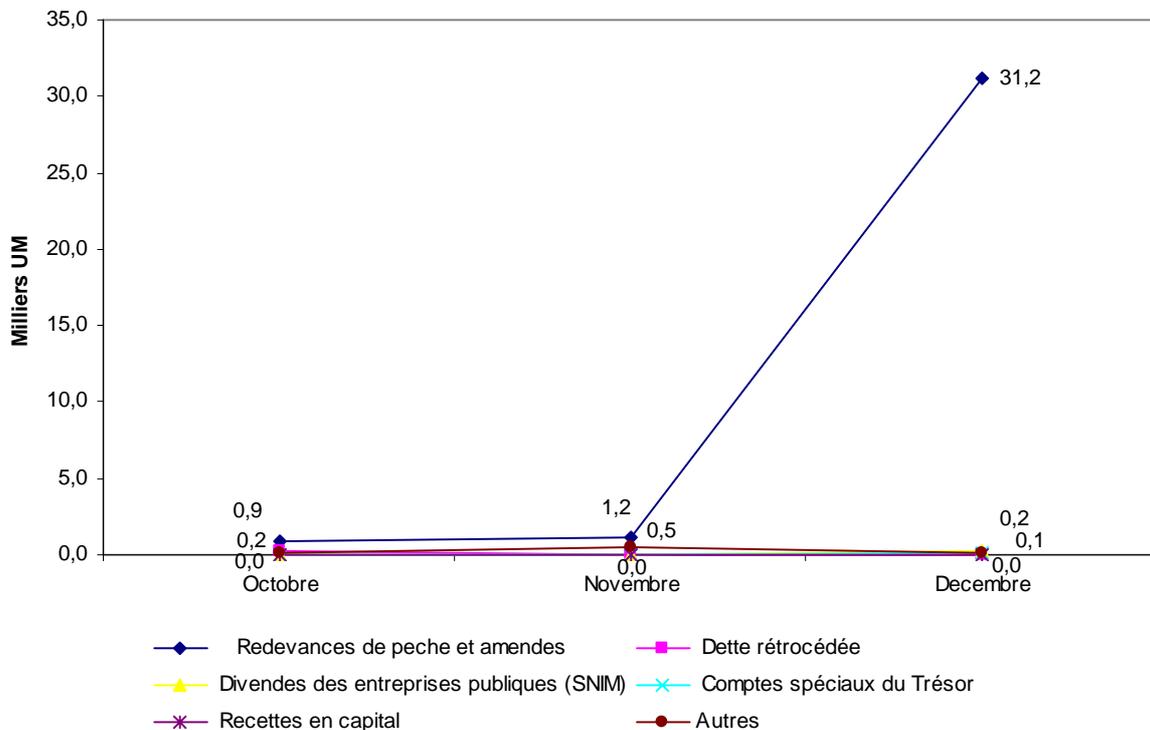
<sup>12</sup> Tableau des Opérations Financières de l'Etat.

**Graphique 6: Performances globales des recettes non fiscales**



Une analyse plus globale des recettes non fiscales rejoint le constat déjà fait précédemment : durant le quatrième trimestre, la principale source de recettes non-fiscales est la redevance de pêche de l'Union Européenne (environ 31 millions UM).

**Graphique 7: Evolutions des recettes non fiscales pour le quatrième trimestre 2006**

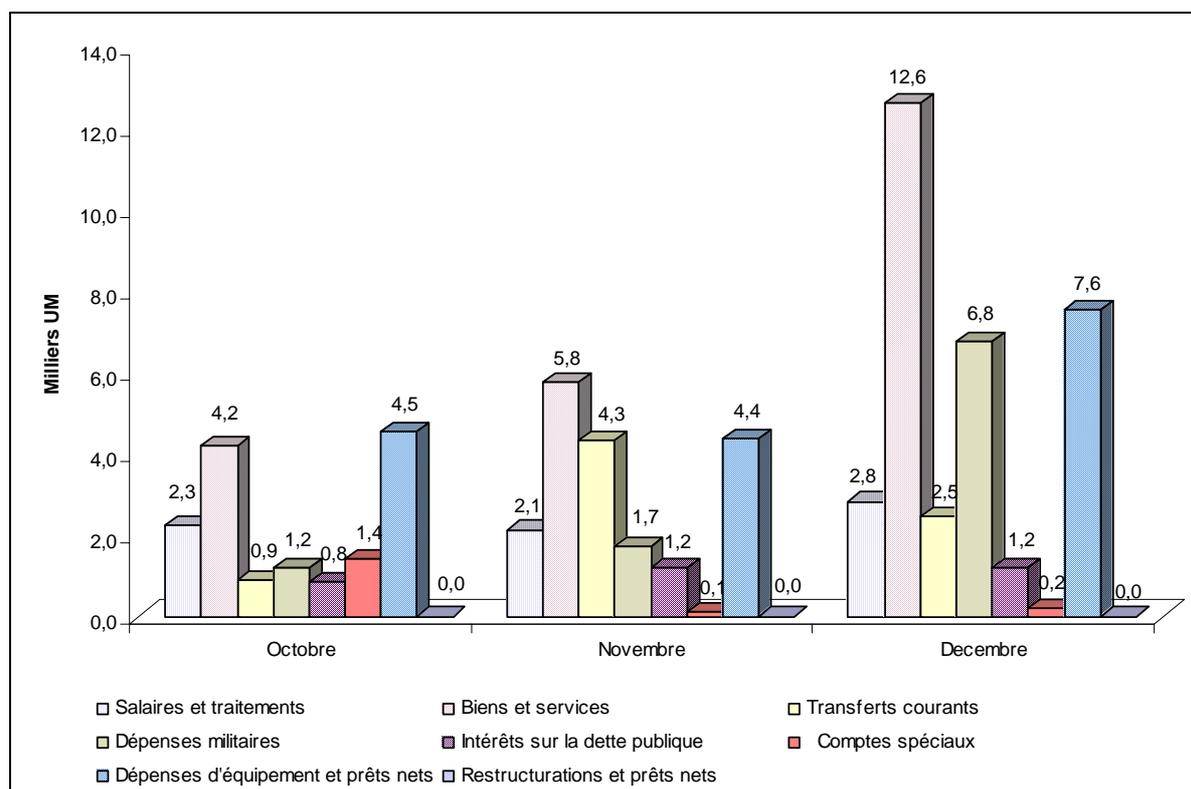


Tous les postes des recettes non-fiscales ont des valeurs faibles voire inexistantes, exception faite des « redevances de pêches et amendes », qui augmentent tout au long du trimestre avec un bond en décembre (redevance de pêche de l'Union Européenne).

## 2. Dépenses

Les dépenses totales enregistrées au cours du quatrième trimestre 2006 et évaluées à 68,6 milliards UM sont en deçà des prévisions du programme qui sont de 69,8 milliards UM. La tendance est la même pour l'année 2006 puisque le total des dépenses réalisées est de 206,4 milliards UM, pour une programmation de 216,3 milliards UM (cf. Annexe 4).

**Graphique 8 : Evolutions des dépenses et prêts nets du quatrième trimestre 2006**

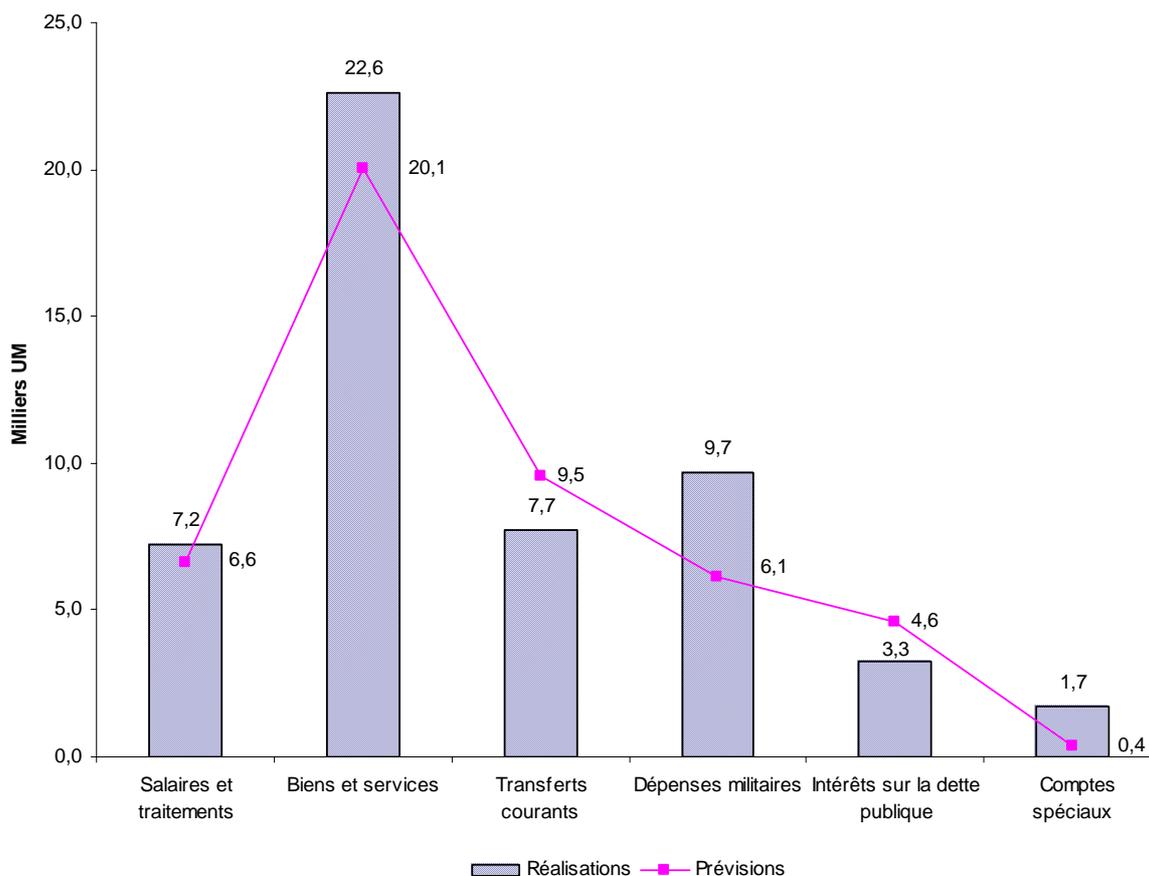


Le graphique 8 permet de dégager une tendance générale de l'évolution des dépenses de l'Etat, puisqu'il permet de visualiser une croissance globale des dépenses d'un mois à l'autre. Cette évolution est due en premier lieu aux « Biens & services », aux « Dépenses militaires » et aux « Dépenses d'équipements et prêts nets » et en second lieu aux « Salaires et traitements » et aux « Transferts courants ».

## 2.1. Dépenses de fonctionnement

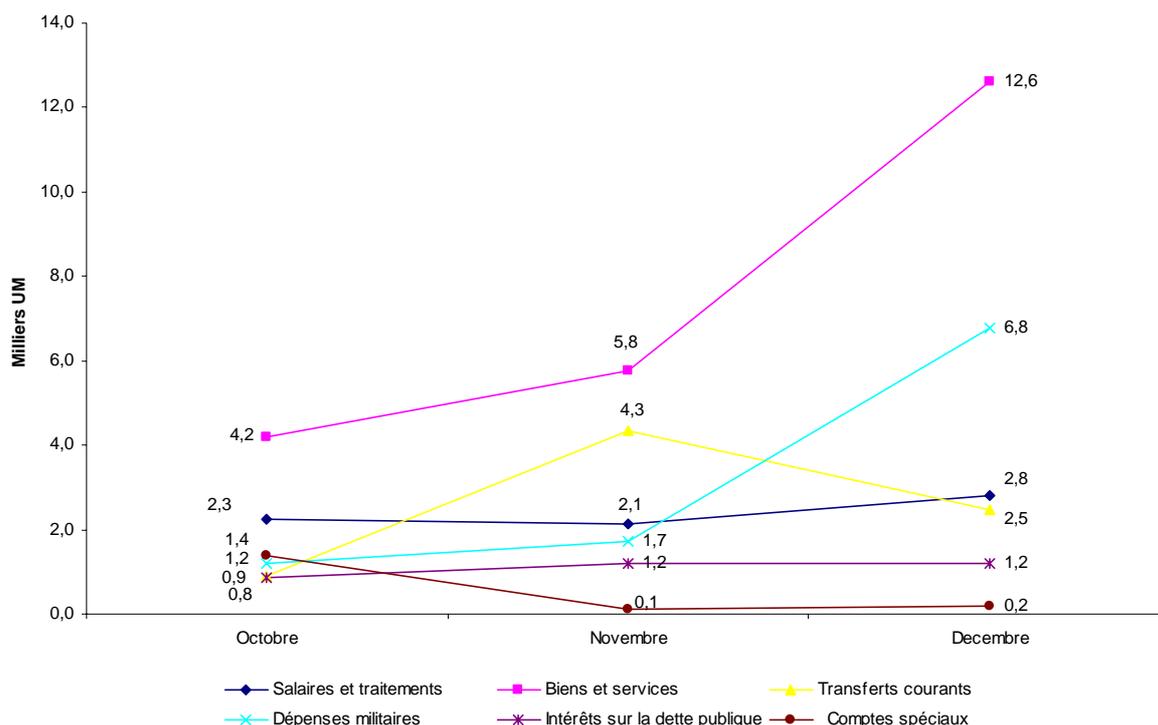
La majorité des postes des dépenses de fonctionnement de l'Etat ont dépassé leurs prévisions, c'est le cas notamment des « Biens et Services », rubrique la plus importante des dépenses (avec un dépassement de 2,5 milliards UM) et des « Dépenses militaires » (avec un dépassement de 3,6 milliards UM).

Graphique 9: Performances des dépenses de fonctionnement



En 2006 l'exécution du budget a été marquée par l'adoption d'une loi des finances rectificative en juillet et d'un décret révisant les crédits budgétaires en novembre de cette même année. Cela a eu pour conséquence d'accroître considérablement le poste « Biens et Services » de dépenses qui étaient au départ considérées par le programme comme des « Transferts courants », d'où une surestimation des prévisions ce poste.

**Graphique 10: Evolution des dépenses de fonctionnement au quatrième trimestre**

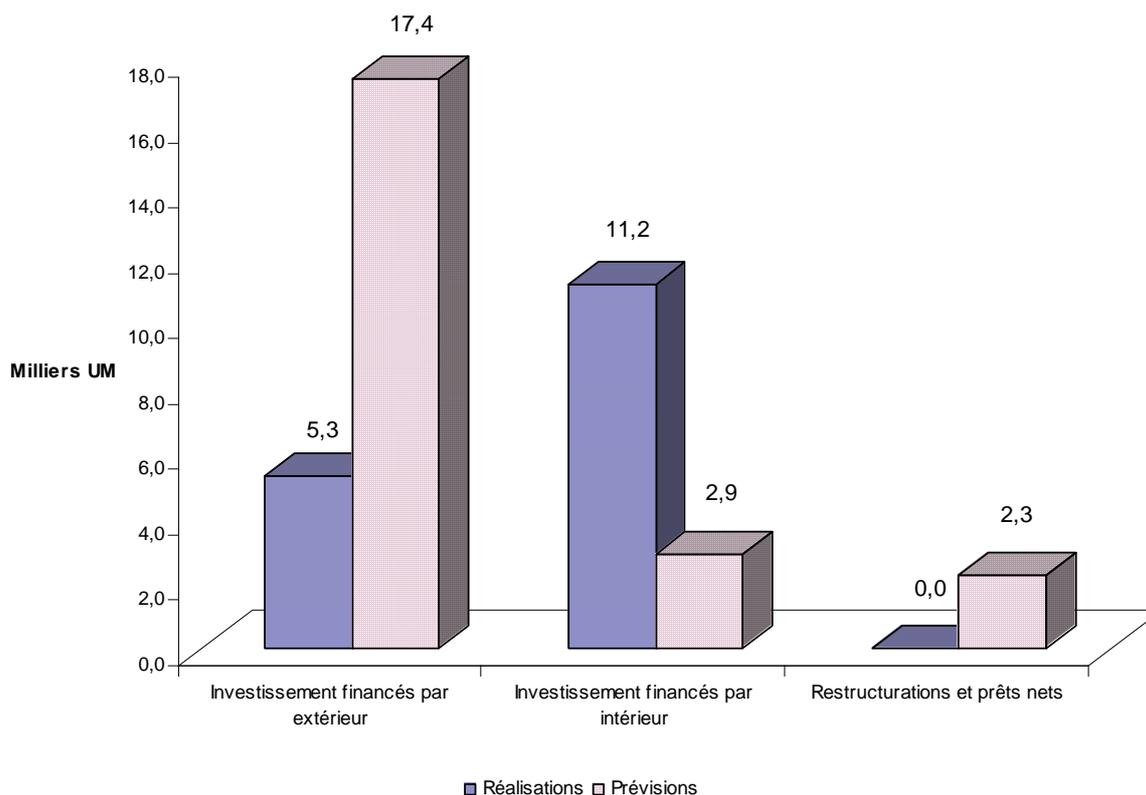


L'évolution mensuelle des divers postes des dépenses de fonctionnement permet de distinguer trois rubriques selon leur mode de croissance durant le trimestre : il y a en premier lieu les « Biens & Services » et les « Dépenses militaires » avec des courbes concaves indiquant une accélération de la croissance des dépenses y afférant. Les « Transferts courants » avec leur courbe convexe indiquent une ascension en milieu de trimestre suivi par un ralentissement en décembre. Enfin, il y a les autres rubriques qui sont presque constantes durant les trois mois étudiés.

## **2.2. Dépenses d'investissement**

Au quatrième trimestre les dépenses d'investissement sont restées en deçà des prévisions du programme. Cependant les investissements sur financements intérieurs ont largement dépassés le seuil programmé ; quant aux investissements sur financements extérieurs, ils sont restés très en deçà des prévisions.

**Graphique 11: Evolution des dépenses de fonctionnement au quatrième trimestre**



Le niveau des investissements extérieurs durant le quatrième trimestre est inférieur au tiers de ce qui était programmé, alors que si l'on considère les chiffres de l'année (cf. Annexe 5), l'écart se réduit considérablement avec une exécution de 20,7 milliards UM pour une prévisions de 30,5 milliards UM.

### 3. Solde

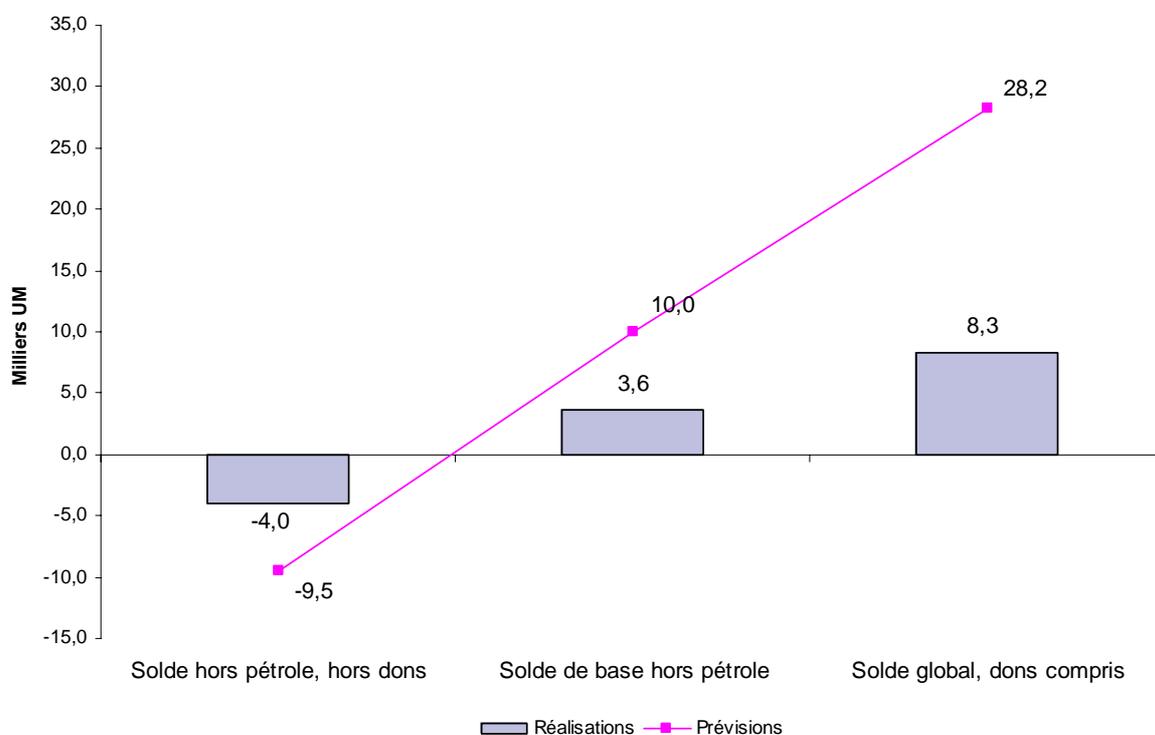
Le Solde de base hors pétrole, qui est la différence entre les Recettes totales (hors dons et hors recettes pétrolières), et les Dépenses totales (sans les intérêts sur la dette publique extérieure, et les investissements financés par l'extérieur), a dégagé au quatrième trimestre un excédent de **3,6 milliards UM** contre un solde programmé de 10 milliards UM.

Pour l'ensemble de l'année 2006, le déficit se situe à 24,4 milliards UM, pour une programmation de -25,4 milliards UM. Les performances pour l'ensemble de l'année sont satisfaisantes puisque le solde atteint est supérieur au seuil fixé par le programme.

Contrairement au Solde de base, le Solde hors pétrole et hors dons, résultant de la différence entre les Recettes totales (hors dons et hors recettes pétrolières) et les Dépenses totales, a enregistré un déficit de 4 milliards UM (qui atteint sur l'année - 52,9 milliards UM pour) pour une programmation de -9,5 milliards UM (respectivement -65,1 milliards UM en 2006).

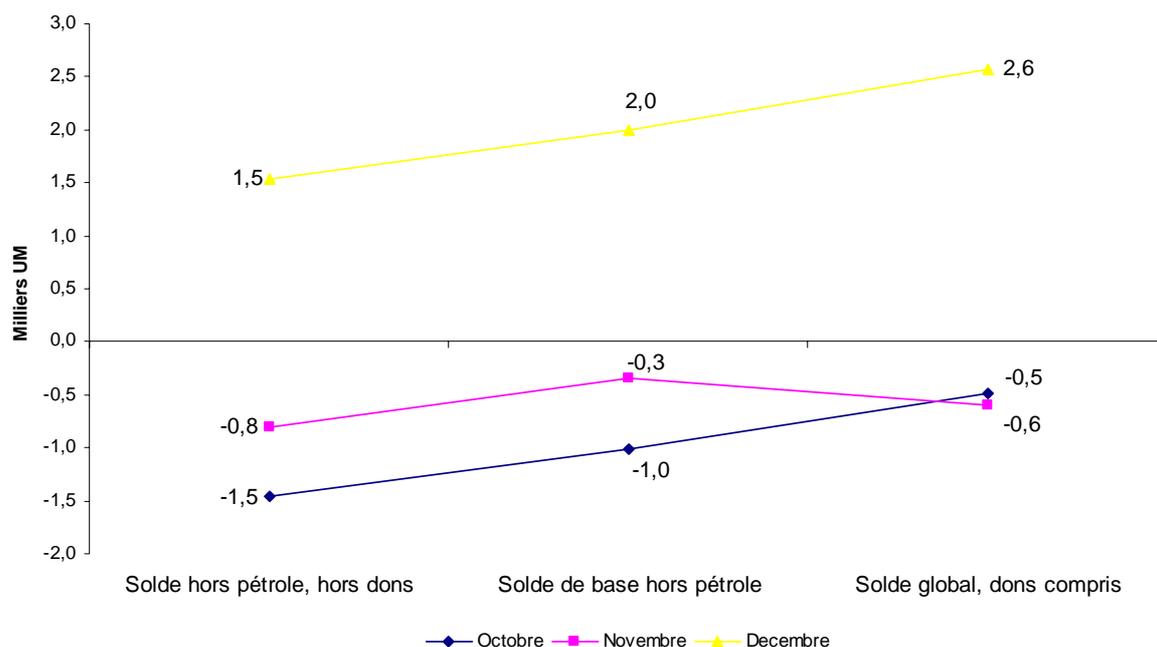
Les services du FMI ont fourni une estimation du Produit Intérieur Brut (PIB) février 2007, s'élevant à 556,54 milliards UM. Ce dernier a permis de calculer entre autres, le solde de base hors pétrole en pourcentage du PIB pour le quatrième trimestre, qui est de 0,6% ainsi que le solde hors pétrole et hors dons, de -0,7%.

**Graphique 12: Comportement des soldes**



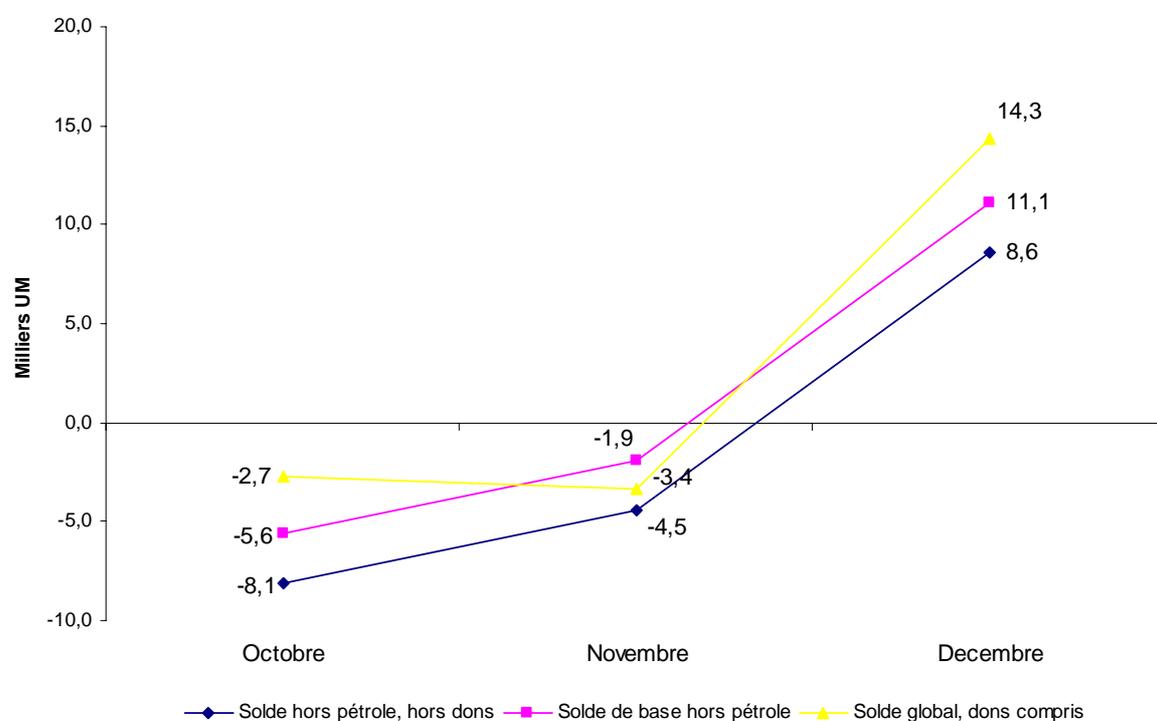
Le Solde hors pétrole et hors dons, bien que déficitaire, a réalisé de bonnes performances puisqu'il était prévu qu'il dépasse les -9 milliards UM alors qu'il n'est que de -4 milliards UM. Les deux autres soldes (cf. le graphique 12) ont dégagé pour ce quatrième trimestre, des valeurs positives mais qui sont inférieures à ce que le programme du FMI avait prévu.

**Graphique 13 : Evolution mensuelle du solde en pourcentage du PIB**



La tendance générale des trois soldes en pourcentage du PIB (graphique 13) est à la hausse pour le quatrième trimestre 2006.

**Graphique 14 : Evolution mensuelle du solde**



Le graphique 14 montre les efforts tendant à assainir les finances publiques, à travers la résorption du déficit budgétaire tout au long du trimestre puisque tous les soldes suivent une courbe convexe plus ou moins marquée.

## **4. Financement**

Le mode de financement pour l'ensemble de l'année 2006 a été marqué par un recours accru aux recettes de l'Etat qui a permis au Trésor Public d'améliorer sa position par rapport aux accumulations des arriérés et à se retrouver avec un dépôt considérable au niveau du compte courant à la BCM. Il faut noter que l'obtention de finances saines implique que les dépenses de l'Etat soient exclusivement, ou du moins en grande partie, financées sur les recettes budgétaires (en l'occurrence la partie non financée par les ressources extérieures).

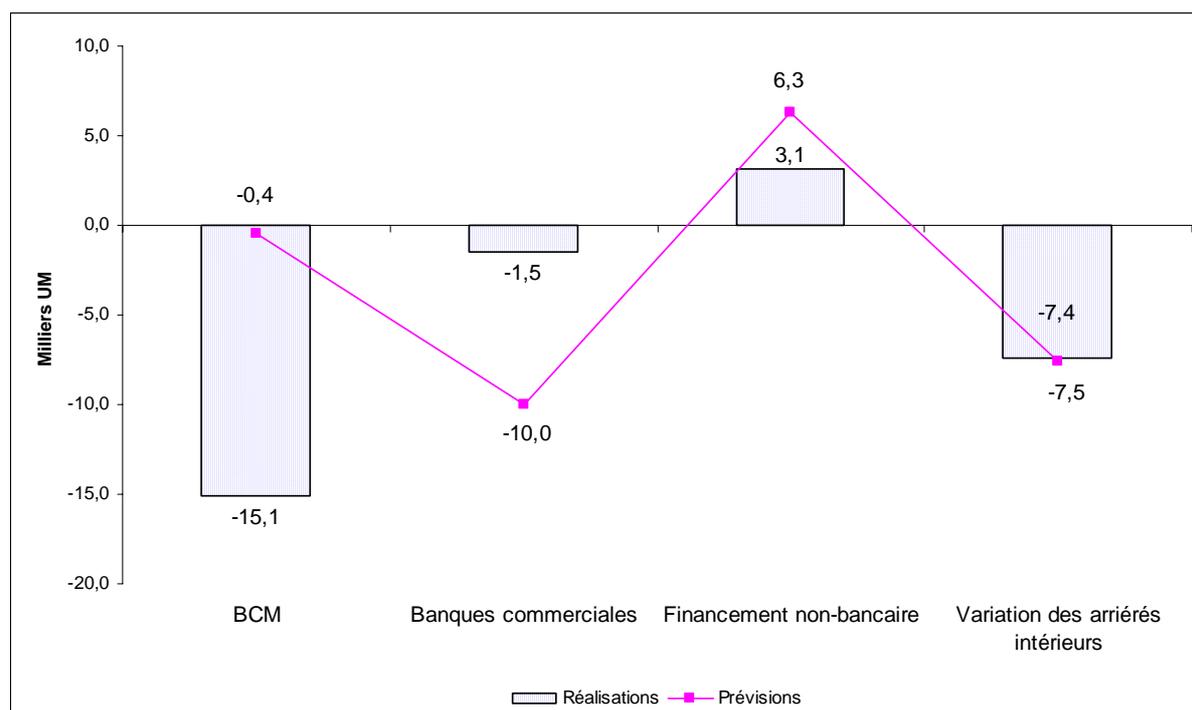
Au quatrième trimestre 2006, le solde global (dons compris) est positif ce qui induit une politique de dépôts au lieu d'une recherche de financement. Cette situation a permis de réaliser des dépôts de 22,7 milliards UM au niveau du poste « Financements intérieurs » et de continuer à se financer à hauteur de 15,7 milliards UM au niveau du poste « Financements extérieurs ».

### ***4.1. Financement intérieur***

Le programme du FMI avait prévu un montant pour les dépôts au niveau de la BCM de 0,4 milliards UM pour le quatrième trimestre, et l'Etat s'est retrouvé à la fin du mois de décembre avec un dépôt de 15,1 milliards UM.

L'Etat s'est désendetté auprès des banques commerciales, surtout durant le mois de novembre (à hauteur de 7,1 milliards UM), et cette performance est d'autant plus notable sur les chiffres annuels puisque le programme du FMI prévoyait un désendettement de 13 milliards UM et l'Etat en a réalisé 19,3 milliards UM.

**Graphique 15 : Comportement du financement intérieur**



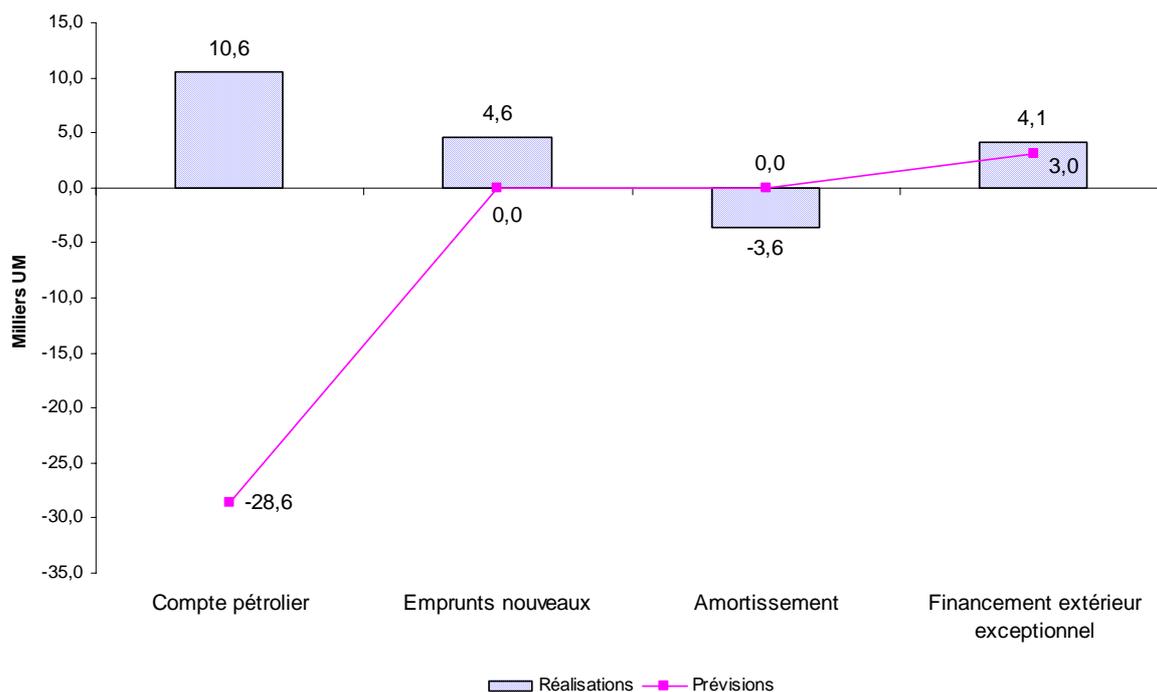
Au niveau du système non bancaire, l'Etat s'est financé à hauteur de 3,1 milliards UM alors que le programme du FMI avait fixé un seuil de 6,3 milliards UM. Pour ce qui est de la variation des arriérés intérieurs, les réalisations et les prévisions sont presque identiques.

## **4.2. Financement extérieur**

L'une des principales sources de financement extérieur pour le quatrième trimestre a été le compte pétrolier avec 10,6 milliards UM, alors qu'il était prévu d'y déposer 28,6 milliards UM. En effet, la rubrique « Compte pétrolier » constitue la différence entre les recettes pétrolières déposées sur le compte offshore<sup>13</sup>, et le totale des dépenses effectuées sur ce compte.

<sup>13</sup> Ouvert à la Banque de France le 14 juin 2006.

**Graphique 16 : Comportement du financement extérieur**



Le financement extérieur s'est basé durant ce trimestre, en premier lieu sur les recettes du compte pétrolier à hauteur de 10,6 milliards UM, et en second lieu sur les emprunts nouveaux et les financements extérieurs exceptionnels à hauteur de 4 milliards UM environ chacun.

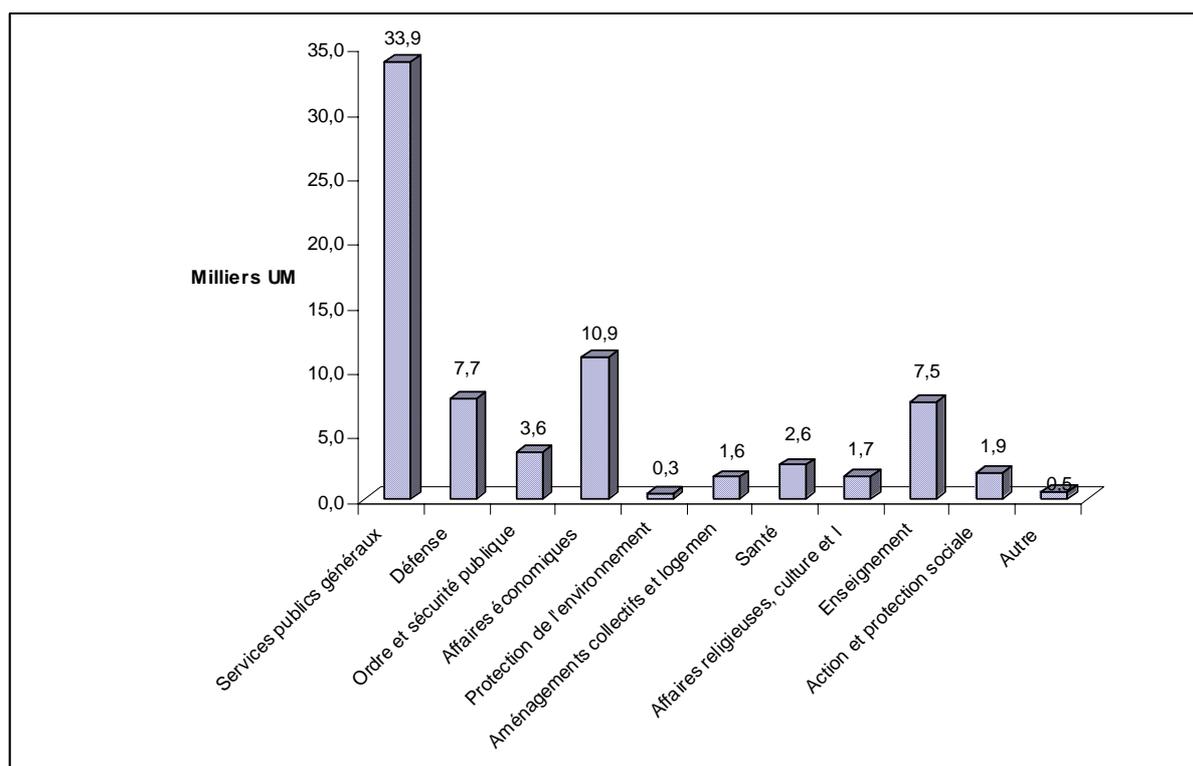
Au niveau du TOFE (cf. annexe 2), se trouve un poste à la fin de la rubrique « Financement » consacré aux erreurs et omissions, et qui correspond à la différence entre le montant total du financement, et l'écart entre les financements intérieurs et extérieurs. Cette rubrique permet de mesurer l'ampleur des erreurs d'affectations, et au quatrième trimestre elle est de -1,3 milliards UM (et de 2,5 pour tout l'année), ce qui souligne les efforts entrepris pour améliorer l'information financière.

## 5. Classification fonctionnelle

### 5.1. Classification générale

Le programme suivi par les services du FMI a préconisé une classification fonctionnelle des dépenses. Le graphique ci-dessus présente l'exécution des dépenses suivant les 10 fonctions principales de la nomenclature fonctionnelle.

**Graphique 17 : Résultats pour les principales fonctions**

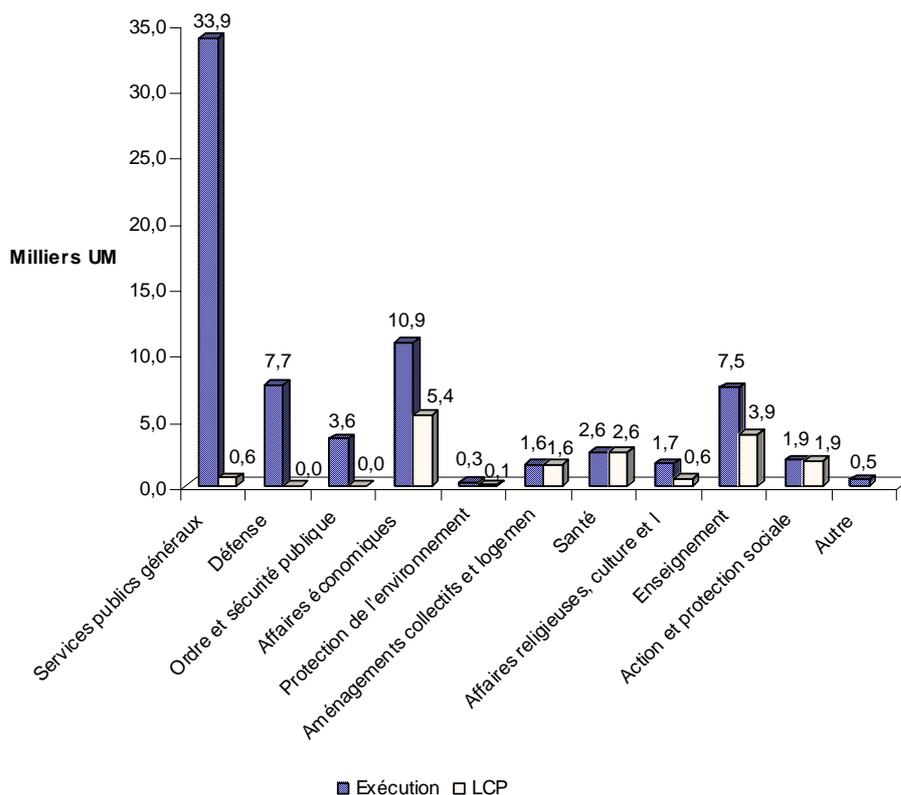


Ce graphique permet de visualiser l'importance des services publics généraux dans l'exécution budgétaire (avec presque 34 millions UM), conformément à ce qui s'est passé tout au long de l'année. Les Affaires économiques constitue le second poste le plus important, suivi par la Défense et l'Education.

## ***5.2. Dépenses de lutte contre la pauvreté***

Parmi les fonctions de la nomenclature, certaines ont été identifiées comme contribuant à la lutte contre la pauvreté. C'est par le truchement de ces fonctions que l'exécution des dépenses de lutte contre la pauvreté est saisie.

**Graphique 18 : Exécution des dépenses de lutte contre la pauvreté**



Le graphique 18 présente le niveau d'exécution des dépenses de lutte contre la pauvreté par fonction et les compare à l'exécution des dépenses totales par fonction. Les dépenses de lutte contre la pauvreté représentent la totalité des postes « Action et protection sociale », « Santé » et « Aménagement collectifs et logements ». Ils constituent aussi une part importante des dépenses pour l'éducation et les affaires économiques, mais ils ne représentent qu'une très faible part des « Services publics généraux ».

## Annexe 1 : Tableau des opérations financières de l'Etat (TOFE) (haut de la ligne)

<b>Tableau des opérations financières de l'Etat</b>	Oct.	Nov.	Dec.	Réalisations	Prévisions
<b>Recettes totales et dons (y compris recettes pétrolières)</b>	12,6	16,3	48,0	76,8	97,9
<b>Recettes totales et dons</b>	8,3	15,5	42,4	66,1	62,8
Recettes totales hors dons	7,2	15,1	42,2	64,6	60,3
Recettes fiscales	5,9	13,4	10,5	29,8	23,4
Impôts sur revenus et bénéfiques	1,6	2,3	2,5	6,4	8,8
Taxes sur les biens et services	3,2	4,1	5,4	12,7	10,5
Taxes sur le commerce international	0,9	1,1	1,6	3,6	2,7
Autres recettes fiscales	0,1	5,9	1,0	7,0	1,4
Recouvrement sur les années précédentes	0,0	5,8	0,8	6,6	0,1
<i>Recettes non encore ventilées</i>	0,0	0,0		0,0	0,0
Recettes non fiscales	1,4	1,7	31,7	34,8	36,9
Redevances de pêche et amendes	0,9	1,2	31,2	33,3	
Dette rétrocédée	0,2	0,0	0,0	0,2	
Dividendes des entreprises publiques (SNIM)	0,0	0,0	0,2	0,2	
Comptes spéciaux du Trésor	0,0	0,0	0,1	0,1	
Recettes en capital	0,0	0,0	0,0	0,1	
Autres	0,2	0,5	0,2	0,9	
Dons	1,0	0,3	0,1	1,5	2,4
Projets	0,4	0,3	0,0	0,7	1,1
Aide budgétaire	0,6	0,1	0,1	0,8	1,4
<i>Dont: assistance PPTE</i>				0,0	-4,3
<i>Dont: assistance PPTE (hors BCM et SNIM)</i>	0,6	0,1		0,7	0,0
<i>Dont: assistance PPTE (BCM et SNIM)</i>			0,1	0,1	0,0
<i>Autres dons (IRDM, FMI)</i>				0,0	0,0
<b>Dépenses et prêts nets</b>	15,3	19,6	33,7	68,6	69,8
Dépenses courantes	10,8	15,3	26,1	52,1	47,3
Salaires et traitements	2,3	2,1	2,8	7,2	6,6
Biens et services	4,2	5,8	12,6	22,6	20,1
<i>Dont: processus électoral</i>	0,1			0,1	-2,5
Transferts courants	0,9	4,3	2,5	7,7	9,5
Dépenses militaires	1,2	1,7	6,8	9,7	6,1
Intérêts sur la dette publique	0,8	1,2	1,2	3,3	4,6
Extérieurs	0,6	0,9	0,8	2,3	2,0
Intérieurs	0,2	0,3	0,4	1,0	2,6
Comptes spéciaux	1,4	0,1	0,2	1,7	0,4
Dépenses d'équipement et prêts nets	4,5	4,4	7,6	16,5	20,3
Investissements financés par extérieur	1,8	1,7	1,8	5,3	17,4
Investissements financés par intérieur	2,7	2,7	5,8	11,2	2,9
Restructurations et prêts nets	0,0			0,0	2,3
Autres dépenses					
Solde hors pétrole; dons non compris (déficit -)	-8,1	-4,5	8,6	-4,0	-9,5
Solde hors pétrole; dons compris (déficit -)	-7,1	-4,1	8,7	-2,5	-7,0
<b>Solde de base hors pétrole (déficit -)</b>	-5,6	-1,9	11,1	3,6	10,0

## Annexe 2 : Compte pétrolier et bas de la ligne du TOFE

	Oct.	Nov.	Dec.	Réalisations	Prévisions
<b>Opérations du compte pétrolier</b>					
Recettes pétrolières (net)	4,4	0,8	5,598	10,76	35,1
Fiscales	0,5	0,7	1,0	2,2	
BIC	0,1	0,3	0,0	0,4	
ITS	0,2	0,1	0,0	0,4	
Autres	0,2	0,2	1,0	1,4	
Non fiscales	3,9	0,1	4,6	8,6	
Bonus	0,0			0,0	
Revenu du capital	0,1	0,1	0,1	0,2	
Profit oil	3,8		4,5	8,3	
Paiements (financement du budget)	5,3	5,3	10,7	21,3	
Solde global; dons non compris (déficit -)	-8,1	-4,5	8,6	-4,0	25,5
Solde global; dons compris (déficit -)	-2,7	-3,4	14,3	8,3	28,2
<b>Financement</b>	2,7	3,4	-14,3	-8,3	-28,2
Financement intérieur	0,6	-2,8	-20,5	-22,7	-17,4
Système bancaire	7,1	1,9	-25,6	-16,6	-10,5
BCM	6,4	8,9	-30,5	-15,1	-0,4
Compte courant	6,1	7,8	-26,4	-12,5	
Comptes divisionnaires	-0,7	-2,3	0,7	-2,3	
Allègements	0,6	-0,1	0,1	0,6	
CAS	0,0	0,0	-0,6	-0,6	
Autres	0,1	3,8	0,1	4,0	
Créances sur Etat (pertes BCM+cons. quotas FMI-FMA)			-4,8	-4,8	
Encaisses	0,3	-0,3	0,4	0,4	
Banques commerciales	0,7	-7,1	4,9	-1,5	-10,0
Financement par bons du Trésor	-0,7	-6,3	6,5	-0,4	
Obligations cautionnées (traites)	1,5	-0,8	-1,6	-0,9	
Variation CCP dans les banques	-0,1			-0,1	
Financement non-bancaire	0,0	2,9	0,2	3,1	6,3
Variation des arriérés intérieurs	-6,5	-7,6	6,7	-7,4	-7,5
Apurement	-7,3	-10,6	-5,8	-23,7	27,6
Accumulation	0,7	3,1	12,5	16,3	-10,0
Instances du Trésor	-3,2	2,3	10,2	9,3	-1,7
Apurement	-4,0	-0,7	-2,3	-7,0	10,0
Accumulation	0,7	3,1	12,5	16,3	-10,0
Valeurs à l'encaissement à la BCM	-0,5	0,0	-0,5	-1,0	
Dette croisée et autres engagements de l'Etat	-2,8	-9,9	-2,9	-15,6	-5,9
Apurement	-2,8	-9,9	-2,9	-15,6	17,6
Accumulation	0,0			0,0	
Autres	0,0	0,0	-1,8	-1,8	-5,7
Pertes BCM	0,0			0,0	
Licence Télécom	0,0			0,0	-27,9
Amortissement (BTF)	0,0		-1,8	-1,8	
Financement extérieur	2,8	6,0	6,9	15,7	-10,1
Compte pétrolier (net)	1,0	4,5	5,1	10,6	-28,6
Recettes pétrolières (net)	-4,4	-0,8	-5,6	-10,8	-35,1
Contribution du compte pétrolier	5,3	5,3	10,7	21,3	6,6
Autres (net)	1,8	1,5	1,8	5,2	18,5
Emprunts extérieurs (net)	-0,2	0,5	0,7	1,0	15,4
Emprunts nouveaux	1,4	1,4	1,8	4,6	
Amortissement	-1,6	-1,0	-1,0	-3,6	
Financement extérieur exceptionnel	2,0	1,1	1,1	4,1	3,0
Erreurs et omissions	-0,7	0,1	-0,7	-1,3	-0,6

Annexe 3 : Présentation en pourcentage du PIB estimé (février 07)

	Oct.	Nov.	Déc.	Réalisations	Prévisions
PIB estimé (prévisions services FMI mai 06)	556,5	556,5	556,5	556,5	556,5
<b>Recettes totales et dons (y compris recettes pétrolières)</b>	2,3	2,9	8,6	41,1	42,5
<b>Recettes totales et dons</b>	1,5	2,8	7,6	29,4	31,6
Recettes totales hors dons	1,3	2,7	7,6	27,2	27,7
Recettes fiscales	1,1	2,4	1,9	16,6	17,7
Recettes non fiscales	0,2	0,3	5,7	10,6	10,0
Dons	0,2	0,1	0,0	2,2	3,9
<b>Dépenses et prêts nets</b>	2,8	3,5	6,0	38,9	37,7
Dépenses courantes	1,9	2,7	4,7	28,5	29,1
Salaires et traitements	0,4	0,4	0,5	4,8	5,0
Biens et services	0,8	1,0	2,3	11,1	11,9
<i>Dont: processus électoral</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6
Transferts courants	0,2	0,8	0,4	4,5	4,0
Dépenses militaires	0,2	0,3	1,2	4,2	4,9
Intérêts sur la dette publique	0,2	0,2	0,2	2,9	2,5
Extérieurs	0,1	0,2	0,1	1,3	1,4
Intérieurs	0,0	0,1	0,1	1,6	1,1
Comptes spéciaux	0,3	0,0	0,0	1,0	0,7
Dépenses d'équipement et prêts nets	0,8	0,8	1,4	9,7	8,6
Investissements financés par extérieur	0,3	0,3	0,3	5,5	3,7
Investissements financés par intérieur	0,5	0,5	1,0	4,2	4,4
Restructurations et prêts nets	0,0	0,0	0,0	0,7	0,0
Autres dépenses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde hors pétrole; dons non compris (déficit -)	-1,5	-0,8	1,5	-11,7	-9,9
Solde hors pétrole; dons compris (déficit -)	-1,3	-0,7	1,6	-9,5	-6,0
<b>Solde de base hors pétrole (déficit -)</b>	-1,0	-0,3	2,0	-4,6	-4,8
<b>Solde global, dons et pétrole compris</b>	-0,5	-0,6	2,6	2,3	4,8

Annexe 4 : Performance de l'année 2006

L'année 2006 s'est caractérisée par les bonnes performances des Recettes de l'Etat, de la maîtrise des Dépenses, et d'un recours accru à un financement sur les recettes.

**TOFE de l'année 2006 (haut de la ligne) :**

<b>Tableau des opérations financières de l'Etat (Année 2006)</b>	Prog. (nlle class)	Prog. (nlle Class & MDRI prés.)	Réal.
Recettes totales y compris pétrole et dons			
Recettes totales hors pétrole (y compris dons)	163,7	404,6	406,0
Recettes totales hors pétrole	151,2	151,3	153,5
Recettes fiscales (hors pétrole)	92,4	92,4	97,1
Impôts sur revenus et bénéfices	24,4	24,4	26,7
Taxes sur les biens et services	41,8	41,8	45,0
Taxes sur le commerce international	14,9	14,9	14,9
Autres recettes fiscales	11,3	11,3	10,5
Recouvrement sur les années précédentes	8,2	8,2	6,9
Recettes non fiscales	58,9	58,9	56,4
Dont : compensation européenne	37,4	38,2	38,6
Licence UE	28,0	28,0	30,4
Armateurs	9,4	9,4	8,3
Dont : dividendes SNIM	8,1	8,1	8,3
Dont : Comptes spéciaux	5,4	5,4	2,3
Total Dons	12,4	253,4	252,5
Dons Projets	5,6	5,6	2,1
Aide budgétaire	6,8	6,8	6,8
Dons programme	1,1	1,1	1,1
Assistance multilatérale PPTE	5,7	5,7	5,7
Assistance PPTE (Hors BCM et SNIM)	...	0,0	0,0
Assistance PPTE (BCM et SNIM)	...	0,0	0,0
<i>Dont:IMF</i>	...	0,0	0,0
Autres dons courants	0,0	0,0	2,7
MDRI (dons en capital)	0,0	240,9	240,9
Dépenses totales	216,3	216,3	206,4
Dépenses courantes	158,4	158,4	157,9
Traitements et salaires (Nlle définition) 1/	52,1	52,1	52,8
Biens et Services	64,8	64,8	71,6
Dont : processus électoral	7,3	7,3	7,1
Dont : processus électoral financé sur l'extérieur	2,0	2,0	2,7
Subventions et transferts	20,0	20,0	15,1
Dépenses militaires	...	...	0,0
Intérêts de la dette	16,2	16,2	13,5
Extérieure	7,2	7,2	5,0
Intérieure	8,9	8,9	8,5
Comptes spéciaux (=Autres)	5,4	5,4	4,8
Dont : développement secteur pétrolier	0,0	0,0	0,7
Dépenses d'investissement	54,1	54,1	44,6
Investissements sur financement extérieur	30,5	30,5	20,7
Investissements sur financement intérieur	23,6	23,6	23,9
Restructuration et prêts nets	3,8	3,8	3,8
Solde hors pétrole; dons non compris (déficit -)	-65,1	-65,1	-52,9
Solde hors pétrole; dons compris (déficit -)	-52,7	188,3	199,6
<b>Solde de base hors pétrole (déficit -)-Définition programme 2/</b>	<b>-25,4</b>	<b>-25,4</b>	<b>-24,4</b>

## Annexe 5 : TOFE année 2006 (compte pétrolier et bas de la ligne)

<b>Tableau des opérations financières de l'Etat (Année 2006)</b>	Prog. (nlle class)	Prog. (nlle Class & MDRI prés.)	Réal.
Revenus du pétrole (net) 3/			
Recettes pétrolières	65,3	65,3	60,5
Fiscales	7,7	7,7	7,4
Non fiscales	57,2	57,2	52,6
Recettes en capital nettes du compte pétrolier	0,4	0,4	0,5
Autres			
Solde global; dons non compris (déficit -)	0,2	0,2	7,6
Solde global; dons compris (déficit -)	12,6	253,6	260,1
Financement	-12,7	-253,6	-260,1
Financement intérieur (net)	-23,5	-264,4	-266,6
Système bancaire	-22,6	-263,5	-275,6
BCM	-14,6	-255,5	-255,2
Financement incluant les fonds MDRI	-14,6	-27,6	-27,3
Autres MDRI	...	-227,9	-227,9
Banques commerciales	-8,0	-8,0	-20,3
Non bancaire	4,7	4,7	4,6
Privatisation et autres	22,2	22,2	22,2
Arriérés intérieurs	-27,7	-27,7	-17,8
Instances du Trésor	-1,7	-1,7	3,7
Autres	-26,0	-26,0	-21,5
Financement extérieur	11,6	11,6	4,0
Compte pétrolier (net)	-16,2	-16,2	-13,1
Revenu net du pétrole	-65,3	-65,3	-60,5
Fiscaux	-7,7	-7,7	-7,4
non fiscaux	-57,2	-57,2	-52,6
de capital	-0,4	-0,4	-0,5
Contribution du compte pétrolier au budget	49,1	49,1	47,4
Transferts pour les programmes de formation			
Transferts réguliers au titre du budget			
Autres	27,8	27,8	17,1
Emprunts nets	14,0	14,0	6,4
Emprunts nouveaux	26,9	26,9	18,6
Amortissement	-12,9	-12,9	-15,1
Financement extérieur	13,7	13,7	10,7
Erreurs et omissions	-0,8	-0,8	2,5